

Covid-19 : l'appui de Bolloré Transport & Logistics et Canal +

Rudy HOMBENET ANVINGUI
Libreville/Gabon

ILS ont tous répondu à l'appel du président de la République, dans le cadre du plan de riposte nationale contre le Covid-19 et l'action solidaire au bénéfice des personnes vulnérables. Bolloré Transport & Logistics Gabon, Owendo container terminal et Canal+ ont, à l'unisson, appuyé l'opération d'approvisionnement de la Banque alimentaire nationale dans le cadre du confinement en apportant leur contribution. Les trois entreprises ont, dans cet élan de solidarité, remis, vendredi dernier, au ministre du Commerce, Hugues Mbadinda Madiya, près de 40 tonnes de denrées alimentaires de première nécessité. Dans la foulée de cette action citoyenne, les trois entités économiques feront un don de 30



Le ministre en charge du Commerce © recevant la dotation destinée à la Banque alimentaire.

kits de lavage de mains à pédales aux communes d'Owendo, de Port-Gentil et de Moanda, pour aider à la mise en œuvre effective

des mesures barrières dans les lieux publics, tel que souhaité dans le plan de riposte nationale contre le Covid-19.

Pour la partie ludique et divertissement en ces temps de stress, des abonnements gratuits aux bouquets Canal+ ont été accordés

aux hôpitaux et sites retenus par le gouvernement pour la mise en quarantaine et la prise en charge des malades du Covid-19.

La DGCC toujours sur le terrain



Un instantané du contrôle de prix à Ntoun

Innocent M'BADOUA
Libreville/Gabon

Instruit par Jean-Marie Ogandaga, ministre de l'Economie et des Finances, et cela malgré le confinement du Grand Libreville, les agents de la direction générale de la Concurrence et de la Consommation (DGCC) poursuivent leurs missions de surveillance des prix dans les marchés

toute l'étendue du territoire. Il s'agit de vérifier que les opérateurs économiques respectent la réglementation en matière de prix des produits alimentaires de première nécessité, mais aussi ceux des masques, gels et gants. Rappelons-le, ces outils sont indispensables dans la lutte contre la pandémie du coronavirus. Aussi, une partie de ces agents sillonnent-ils actuellement les communes

de Ntoun et de Kango, pour s'assurer du respect de ces dispositions. C'est également l'occasion pour eux de vérifier la disponibilité des produits dans les différents commerces, et de discuter avec les opérateurs économiques des difficultés qu'ils rencontrent, afin d'éviter toute rupture d'approvisionnement. Selon le directeur général de la Concurrence et de la Consommation, Luther Steeven Abounga Yangu, ses collaborateurs ont clairement indiqué aux opérateurs économiques que " le gouvernement ne tolérera aucune spéculation sur les prix de l'ensemble de ces produits : tout contrevenant sera sanctionné. " Le directeur de la Répression des fraudes et du Contentieux, Anex Rodrigue Nguoni qui conduit ces opérations, invite la population à plus de vigilance et de collaboration, en dénonçant systématiquement tous les abus observés sur le marché, quel que soit le produit, en appelant au numéro gratuit 8085.

Halte aux aliments périmés !



Les inspecteurs de l'Agasa passant une boulangerie au peigne fin

Styve Claudel ONDO MINKO
Libreville/Gabon

Si l'il y a une période durant laquelle l'Agence gabonaise de sécurité alimentaire (Agasa) devrait intensifier ses contrôles, c'est bien en ces temps de crise sanitaire liée au Covid-19. D'autant que ce moment serait mis à profit par certains opérateurs économiques, présumés véreux, pour écouler des produits et autres denrées alimentaires de mauvaise qualité. Pour s'assurer de ce que les aliments mis à la disposition des consommateurs sont sains, sûrs, salubres et nutritifs, l'Agasa a déployé ses personnels, vendredi 24 avril dernier, dans les boulangeries, superettes, épiceries et autres grandes surfaces. Mais le constat effectué par les contrôleurs sanitaires et phytosanitaires est mitigé.

Et pour cause. Les bonnes pratiques d'hygiène alimentaire (BPH) ne sont pas toujours respectées à la lettre. En effet, parmi les boulangeries passées au crible, les professionnels de la sécurité alimentaire se sont rendus compte de la disparité qui prévaut entre les établissements agréés par l'Agasa et ceux hors normes. Les derniers cités exerçant leurs activités parfois dans une insalubrité ahurissante. Certaines superettes inspectées, notamment au marché Banane du PK-8, font, quant à elles, montre de laxisme, en ce qui concerne l'application des gestes barrières dans la gestion du flux des clients. Sur les lieux, les équipes constituées de vétérinaires-inspecteurs et d'ingénieurs agro-alimentaires, entre autres, ont alors procédé au retrait de quelques produits avariés. En revanche, du côté des grandes surfaces, à l'instar de Prix Import entre autres, il n'y avait rien à signaler. A l'heure de l'élan de solidarité nationale -qui se caractérise par la distribution de quantités considérables de denrées alimentaires au bénéfice des populations défavorisées l'Agasa devrait également mettre ses experts sur le terrain, notamment du côté des entrepôts de la Banque alimentaire. Objectif : garantir la bonne qualité des milliers de tonnes de produits mis à disposition par les donateurs.